S'ORGANISER POUR SE FAIRE ENTENDRE

ALLIANCE CITOYENNE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020

EDITO

2020 a été une année d'épreuves pour les membres des alliances citoyennes. La crise sanitaire de la pandémie du Covid-19 a généré une crise sociale amenant un million de pauvres supplémentaires en 2020. En un an, le nombre de bénéficiaires du RSA a nettement progressé. Fin octobre 2020, plus de 2 millions de ménages percevaient le RSA, soit 8,5 % de plus que l'année précédente à la même date.

Les membres de l'Alliance à Grenoble ou en Seine-Saint-Denis ont initié une campagne pour faire entendre la voix des familles endettées du confinement et obtenir des allègements vitaux. Plus tard dans l'année, l'assassinat de Samuel Paty déclenchait une nouvelle vague répressive dans une chasse aux islamistes qui mettait les femmes musulmanes portant le voile, à nouveau au cœur des suspicions.

Dans ce contexte difficile, les Hijabeuses ont su s'organiser pour obtenir le droit de jouer au football et ont obtenu une visibilité positive de leur combat, les Lyonnaises et les Grenobloises ont gagné le droit d'accéder aux salles de sport qui les excluaient jusqu'ici. Avec les personnes en situation de handicap nouvellement constituées en syndicat des Handi-citoyen·nes et les batailles victorieuses menées par les familles en précarité énergétique à Villeurbanne ou Aubervilliers, elles ont montré que chaque épreuve était un défi et que la solidarité collective était le premier atout pour le surmonter.

1 630 PARTICIPANT·E·S AUX ACTIONS NON-VIOLENTES

4 NOUVEAUX SYNDICATS CITOYENS

25 VICTOIRES OBTENUES PAR LA MOBILISATION

L'ALLIANCE CITOYENNE

L'Alliance Citoyenne regroupe toutes les personnes qui veulent changer ensemble des situations injustes. Elles construisent des paroles collectives et interpellent les institutions responsables par l'action non-violente pour des villes plus justes et inclusives. Les petites victoires obtenues donnent confiance dans la capacité des citoyens à faire vivre une démocratie permanente.

S'organiser et agir contre le mal-logement

Des familles vivent dans des logements insalubres et se battent pour leurs droits face à leur propriétaire privé ou leur bailleur social. L'organisation en syndicat de locataires permet de faire émerger des paroles et actions collectives à même de faire bouger la situation et faire reculer les injustices du mal-logement.

S'organiser pour des villes 100% accessibles

Parce que les personnes en situation de handicap subissent plus que d'autres le mal logement et le manque d'accessibilité. Ils se rassemblent pour ne pas laisser leur liberté sacrifiée et sont prêts à faire entendre leur voix pour une ville 100% accessible.

S'organiser face aux discriminations

De nombreux règlements intolérants privent les femmes musulmanes d'accès à des emplois, au sport ou à des formations. Ces femmes se rassemblent, pour revendiquer, passer à l'action, et obtenir auprès des institutions les changements pour rendre la société plus tolérante et avoir les mêmes droits que toutes et tous.

Une méthode : Community Organizing

Les méthodes du Community Organizing visent explicitement à transformer les asymétries de pouvoir en appuyant les habitants dans la stratégie d'organisation collective, la définition des revendications, l'action collective non-violente, la capacité de négociation et la mobilisation d'alliés (associations, citoyens etc.)

+ 2 554 NOUVELLES PERSONNES ENGAGÉES EN 2020

6 RAPPORTS D'ENQUÊTE

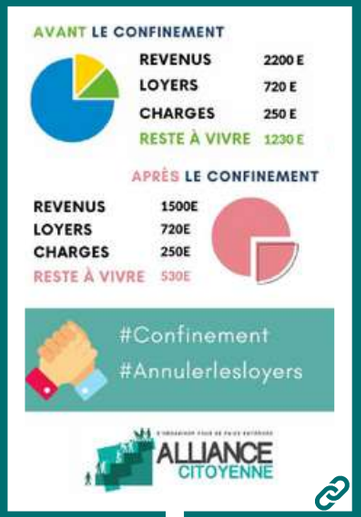
+ 10% DE NOUVEAUX MEMBRES COTISANTS

FÉVRIER

Grand entretien d'embauche du maire d'Aubervilliers par les citoyen·nes de la ville

MARS

Campagne :
Les endetté·es du confinement s'organisent



Création du Syndicat des Handi-citoyen·nes

MAI

VICTOIRE
118 familles de l'OPH d'Aubervilliers voient leur dettes annulées ou obtiennent le Fonds de Solidarité pour le Logement

Interpellation des candidats aux municipales de Grenoble pour un bailleur social digne

JUIN

L'Alliance Citoyenne lance avec ACORN international un appel pour une protection sociale sans frontière en temps de crise

ACORN INTERNATIONAL

VICTOIRE
Les salles de sport Keep Cool et Wellness autorisent l'accès des femmes musulmanes portant le hijab sportif

« L'écologie pour nous aussi »
Les familles de Villeurbanne mobilisées pour des rénovations énergétiques

Les Handi-citoyen·nes libèrent la ville des obstacles à la mobilité

Lancement d'une grande enquête sur les conditions de travail des assistantes maternelles

L'Alliance Citoyenne s'agrandit en Seine-Saint-Denis : 65 familles de Saint Ouen s'engagent dans l'association et se mobilisent pour la rénovation thermique de leur logement

JUILLET **SEPTEMBRE** **OCTOBRE** **DÉCEMBRE**

Assemblée fondatrice du Syndicat des Hijabeuses

Les locataires d'Aubervilliers se mobilisent face aux passoires thermiques et interpellent la Maire

Matchs de Foot pour toutes à Echirolles (38), à Lyon et en Seine-Saint-Denis

2020 EN CARTE ET EN CHIFFRES

Les villes où l'Alliance Citoyenne est présente

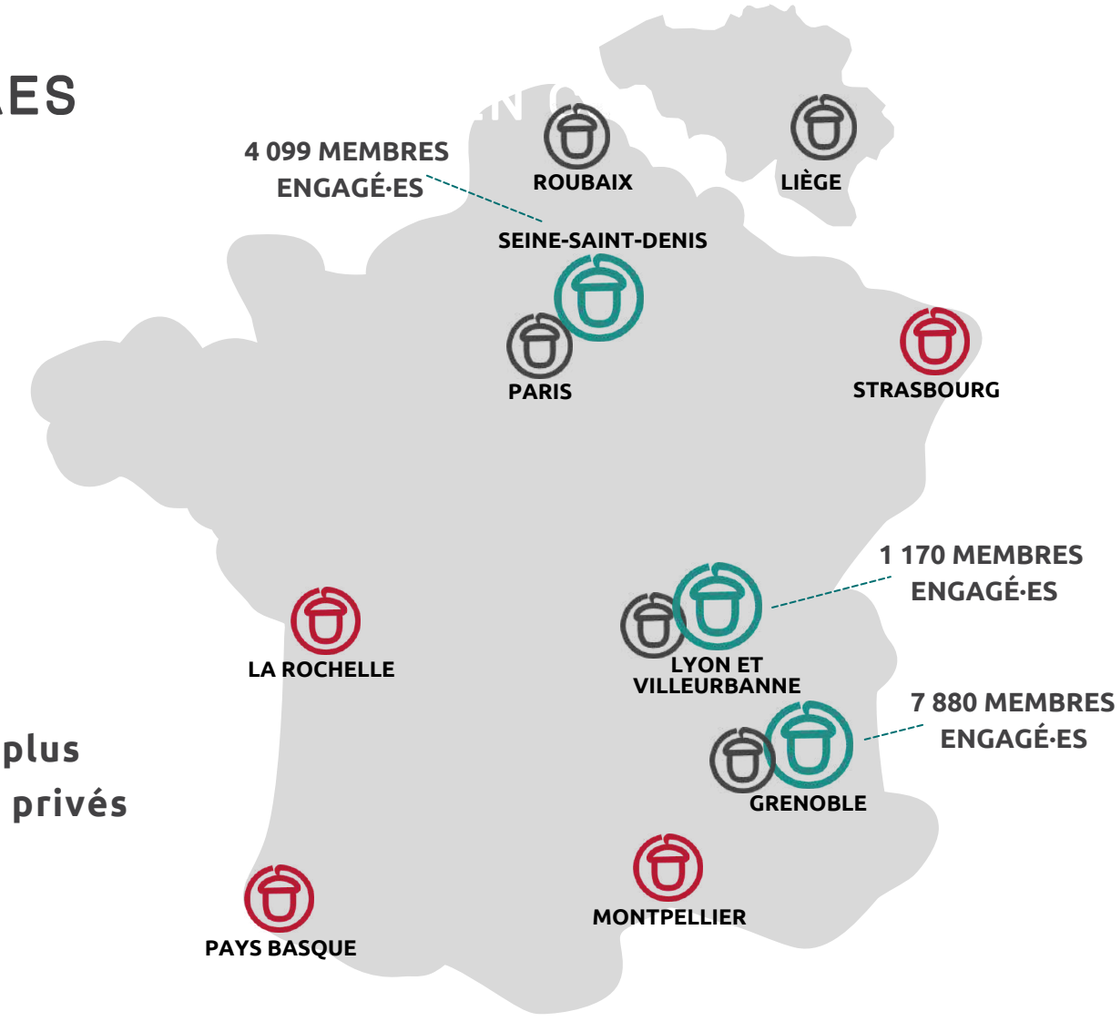
Des citoyen·nes organisé·es avec l'appui de l'Alliance Citoyenne

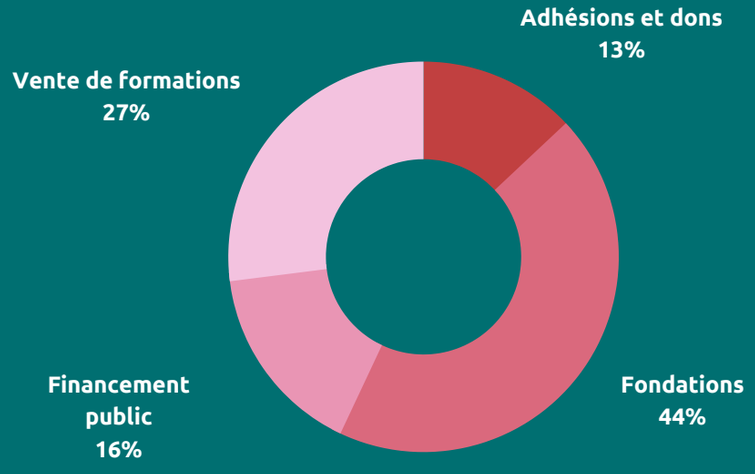
Des professionnel·les et miliant·es formé·es et accompagné·es par l'Alliance Citoyenne

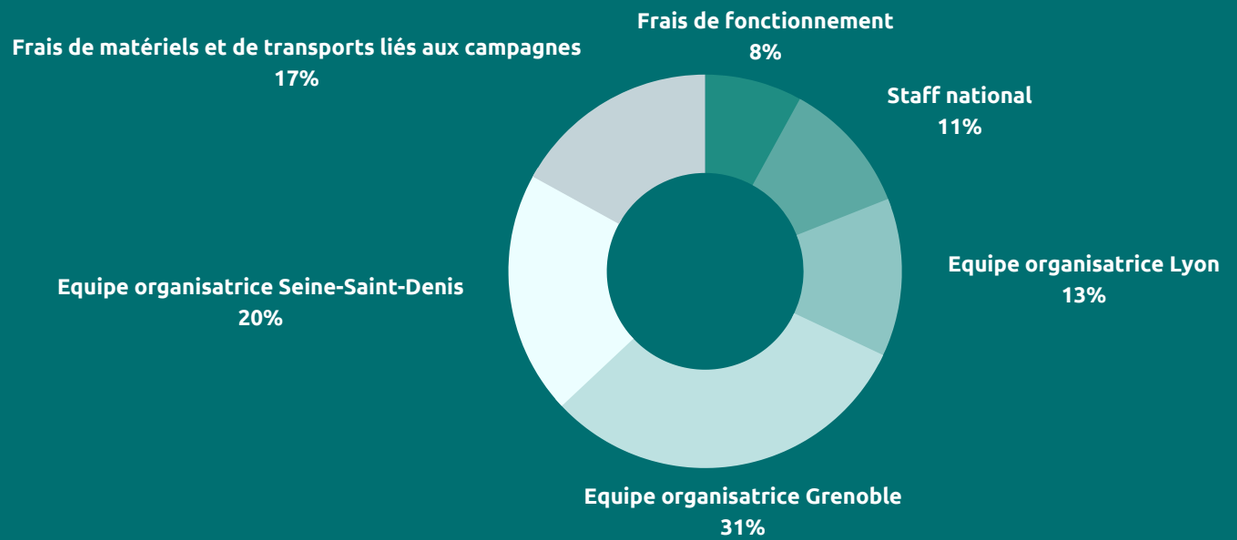
Une autonomie financière avec 40% d'autofinancement

Un soutien renouvelé avec plus de 10 financeurs publics et privés

1 territoire en pleine expansion : d'Aubervilliers à la Seine-Saint-Denis







2020 : LE COMBAT DES ENDETTÉS DU CONFINEMENT

La pandémie et le confinement décrété en mars 2020 ont provoqué un pic d'impayés de loyers qui s'est atténué après le 11 mai et a principalement touché le parc social. Face à l'urgence de la situation, les membres de l'Alliance Citoyenne se sont mobilisés pour les « endettés du confinement ».

A Grenoble, 100 locataires confinés interpellent les élus

A Grenoble, pour rendre publique cette situation et chercher des solutions avec des élus et techniciens de la Ville de Grenoble, l'Alliance Citoyenne a publié une tribune des 100 locataires HLM confinés et fauchés dans le quotidien national Libération. Cette publication a permis à Aurélie, Eukacha et Isabel de mettre en lumière leur quotidien depuis le confinement et d'obtenir des rendez-vous avec le cabinet du Maire de Grenoble, Eric Piolle ainsi que des élus municipaux.

On n'a pas réussi à suspendre les loyers pour les mois de mars et avril comme on le demandait, mais ils ont augmenté les moyens pour les points Budgets et nous ont promis de nous inclure dans la réflexion métropolitaine engagée pour débloquer un fonds exceptionnel en faveur des ménages les plus touchés. C'est un premier pas.

Aurélie, membre de l'Alliance Citoyenne et habitante du quartier Flaubert

A Aubervilliers, les locataires de l'OPH se mobilisent

500 locataires contactés pendant le confinement

De nombreux locataires de l'OPH d'Aubervilliers ont subi des pertes de revenus pendant le 1er confinement entraînant des difficultés à payer leur loyer. Ils se sont organisés au sein de l'Alliance Citoyenne pour rendre visible cette injustice et interpeler l'OPH en demandant l'annulation des dettes liées au confinement. Près de 500 locataires ont été contactés pour identifier les conséquences sociales du confinement.

A l'issue du confinement, en mai 2020, les « endettés du confinement » ont interpelé le député, Bastien Lachaud, et ont été reçus par l'élue adjointe au Logement d'Aubervilliers. **Ils ont obtenu l'annulation des dettes des 30 locataires les plus fragilisés par la situation et l'obtention d'un Fonds de Solidarité pour le Logement pour 88 locataires.**

NEWS

Lire l'article sur Libération,
A Grenoble, cent locataires HLM «confinés et fauchés» demandent «des mesures d'urgence (31/07/20)

NEWS

Lire l'article du Dauphiné Libéré,
Lettre au maire de Grenoble : « Les locataires sont en souffrance, il faut les aider ! » (08/05/20)

NEWS

Lire l'article de France 3,
Payer son loyer ou nourrir sa famille, le dilemme des familles défavorisées (18/05/20)

ALINE. M

AIDE SOIGNANTE

51 ans

Locataire OPH - Allée G. Braque

TÉMOIGNAGE

"Depuis le début du confinement, je ne peux plus travailler. Je suis aide-soignante mais je ne peux pas prendre le risque de tomber malade car je suis asthmatique. Avec deux enfants à charge, on doit se reposer sur les revenus de mon mari"

AVANT LE CONFINEMENT

REVENUS	2200 E
LOYERS	720 E
CHARGES	250 E
RESTE À VIVRE	1230 E

APRÈS LE CONFINEMENT

REVENUS	1500E
LOYERS	720E
CHARGES	250E
RESTE À VIVRE	530E

#Confinement
#Annulerlesloyers

S'ORGANISER POUR SE FAIRE ENTENDRE
ALLIANCE CITOYENNE

POUR LA DIGNITÉ DANS LE LOGEMENT

Les Grenoble Habitants s'organisent pour un bailleur social digne

Depuis 2018, 1100 locataires de Grenoble Habitat s'organisent au sein de l'Alliance Citoyenne. En commun, ils partagent des difficultés à faire remonter à leur bailleur les problèmes qu'ils rencontrent au quotidien dans leurs logements et un manque de suivi de leurs réclamations. La "lenteur", "l'absence de réponse", "le manque d'écoute", ou encore le "sentiment d'être méprisés" reviennent dans la bouche des locataires, quand ils évoquent Grenoble Habitat. Pour y faire face, ils ont décidé de s'organiser au sein des Grenoble Habitants.

350 locataires mobilisé·e·s sur 2020

On voudrait que le bailleur change en profondeur et que les gens puissent se sentir respectés. Pour y parvenir, on va continuer à se mobiliser et à mettre la pression sur la direction pour qu'enfin, ils comprennent qu'ils ne peuvent pas faire sans nous.

Isabel, membre de l'Alliance Citoyenne et Grenoble-Habitante

En 2020, les Grenoble Habitants ont poursuivi leur mobilisation pour faire de Grenoble Habitat un bailleur social digne, accessible et démocratique. En mars, ils ont rencontré l'intégralité des candidats aux élections municipales pour leur demander de s'engager en faveur d'une transformation radicale de leur bailleur social. A chaque candidat, ils ont remis le rapport d'enquête « Grenoble Habitat, du bailleur méprisant au bailleur respectant » et leur ont demandé de signer des engagements concrets : davantage de moyens pour la gestion de proximité à Grenoble Habitat, la mise en place d'un numéro d'urgence etc.

En parallèle, le travail de mobilisation dans les quartiers s'est poursuivi avec l'organisation en juin d'une tournée des immeubles de Grenoble Habitat : à St Bruno, à Teisseire, à Malherbe ou encore à Flandrin Valmy. Lors des 10 réunions en pied d'immeuble **plus de 150 locataires se sont mobilisés pour faire entendre leur voix et décider de passer à l'action collective** pour exercer une réelle pression populaire sur le bailleur social. Mi-juillet, ils étaient 52 dans le hall de la Mairie à réclamer la démission du Directeur général de Grenoble Habitat qui incarnait pour eux le mépris qu'ils dénoncent depuis 2018.

Cette ténacité leur a permis d'obtenir une rencontre en octobre avec la nouvelle présidente de Grenoble Habitat, Barbara Schuman ainsi que des changements concrets dans de nombreux quartiers : réparation de la chaudière à l'Île Verte, remplacement des stores pour tous les locataires à Europole, relogement d'une personne en situation de handicap à Vigny-Musset etc.

Consulter le rapport d'enquête, « *Les 8 propositions pour changer Grenoble Habitat* »

Lire l'article de Place Grenet, *L'Alliance Citoyenne réclame la démission d'Éric Bard, dirigeant de Grenoble Habitat* (18/07/20)

Lire l'article du Dauphiné Libéré, *Des locataires en colère ont manifesté chez Grenoble Habitat* (22/10/20)

Mobilisation des copropriétés d'Aubervilliers pour sauver leur logement

En 2020, les habitants de la copropriété des Joyeux à Aubervilliers ont poursuivi leur mobilisation pour obtenir la réhabilitation de leurs logements et ont été rejoints par les habitants de la copropriété de la rue André Karman.

Depuis 2018, les habitants de la copropriété des "Joyeux" s'organisent au sein de l'Alliance Citoyenne d'Aubervilliers. Ce travail, initié dans le cadre du projet "Alternativez-vous en copropriété", financé par la Fondation Abbé Pierre et la Fondation de France, avait, grâce à la mobilisation des habitants, permis en 2019 d'obtenir l'arrêt du projet de démolition des 80 logements prévu dans le cadre du plan ANRU.

Ainsi, en mars 2020, 20 copropriétaires des "Joyeux" se mobilisent pour exprimer leurs attentes concernant les travaux de rénovation à venir. Ils font des propositions d'évolution de la relation avec l'administrateur judiciaire et lui en font part. **Grâce à leur mobilisation, Plaine commune a rédigé un projet de plan de sauvegarde prenant en compte leur demande**, qui doit également être signé par la nouvelle maire d'Aubervilliers.

Les copropriétaires de la rue André Karman" s'organisent !

A travers l'Alliance Citoyenne, les copropriétaires de la rue André Karman se sont réunis et ont décidé d'interpeller leur député. Ils dénoncent l'inertie de la mairie et de l'administrateur judiciaire. **Leur mobilisation a été victorieuse, ils ont en effet obtenu :**

- **le lancement d'un appel de fonds pour mettre en place des travaux d'urgence,**
- **l'engagement de la mairie de se substituer aux marchands de sommeil pour les travaux.**

DES RÉNOVATIONS THERMIQUES POUR UNE ÉCOLOGIE POPULAIRE

Mobilisation des locataires d'Aubervilliers contre les logements passoires thermiques

L'isolation thermique insuffisante entraîne de nombreuses injustices : froid, humidité, moisissures, charges excessives ou encore maladies chez les enfants. A Aubervilliers, face à ces injustices, les locataires de logements passoires thermiques se mobilisent pour obtenir des travaux d'isolations thermiques de leurs logements.

En effet, pour 40 familles résidant dans les logements classés G (Diagnostic de performance énergétique) au sein de l'Office Public de l'Habitat d'Aubervilliers, **le coût de la surcharge thermique annuelle peut monter jusqu'à 3 000 €**. Concentrés sur le même quartier, les locataires se sont organisés avec l'Alliance Citoyenne et ont fait émerger des exigences vis-à-vis du bailleur social : des travaux de rénovations thermiques ou encore l'obtention d'aide financière pour les locataires victimes de surcharges thermiques.

Durant l'été, 30 locataires ont interpelé la nouvelle maire : Karine Franclet et organisé une interpellation du directeur de l'OPH lors d'un rassemblement avec des casques de chantier, devant le conseil d'administration, pour exiger des travaux. La porte-parole du collectif a également interpelé la Ministre du logement, lors d'une de ses visites sur le quartier. **Finalement, les locataires ont été reçus par la maire et le directeur de l'OPH, qui se sont engagés à** :

- reloger les locataires le désirant
- effectuer des mesures d'urgence (remplacement de chauffage...)
- mettre en place des travaux de réhabilitation via des financements ANRU à venir sur le quartier

Les locataires de St-Ouen et de l'Ile-Saint-Denis s'organisent pour des logements dignes

En 2020, l'Alliance Citoyenne d'Aubervilliers s'agrandit et accompagne désormais les habitants de la Seine-Saint-Denis, notamment à Saint-Ouen et à l'Ile-Saint-Denis. Les locataires de logements passoires thermiques du bailleur social (la SEMISO) se mobilisent pour obtenir des travaux de rénovation de leurs logements.

+ 2 nouveaux territoires Saint-Ouen et l'Ile-Saint-Denis

Humidité, dysfonctionnement des chauffages… Malgré leurs nombreux appels, cela fait des années que rien ne change au sein du bailleur social la SEMISO. En décembre, les habitants et membres de l'Alliance Citoyenne se sont rassemblés, munis de couverture, d'écharpes et de bonnets, pour aller se réchauffer au siège de leur bailleur social, et dénoncer l'humidité et le manque d'isolation de leurs logements.

Sur l'air de « *Vive le Vent* », les locataires ont chanté « *nos logements, nos logements sont des frigidaires … Des champignons et de l'air, on a froid tout l'hiver, hé !* ». Après quelques chants, une délégation a été reçue par la SEMISO et un membre du cabinet du Maire de Saint-Ouen. **Suite à cette mobilisation, plusieurs locataires concernés par le manque d'isolation, ont reçu une visite de la SEMISO pour proposer des solutions.**

> *On est tous dans ce cas : j'ai pris un radiateur électrique pour chaque pièce et c'est moi qui paye les factures d'électricité qui vont avec… L'humidité est présente partout. J'ai une fille qui est asthmatique, et ma petite fille qui a deux ans enchaîne les bronchiolites.*
>
> ***Marie, membre de l'Alliance Citoyenne et locataire de la SEMISO***

A Villeurbanne, « L'écologie pour nous aussi »

En juillet 2020, à Villeurbanne, des habitants des logements sociaux mal isolés se sont réunis pour faire entendre leur voix auprès de leur bailleur. Les familles souffrent de factures de chauffage excessives et des températures insupportablement chaudes l'été et froides l'hiver.

Dans le quartier Monod, 139 familles habitant les immeubles d'Est Métropole Habitat (EMH) ont signé une pétition pour demander au bailleur d'accélérer le plan de rénovation énergétique. Chaque année d'attente coûte en moyenne 450€ par foyer. « ***Ça fait trop longtemps qu'on attend et qu'ils ne nous écoutent pas ! Je suis mère de deux enfants en bas âge, ils sont malades chaque hiver et le bailleur ne fait rien !*** » explique Aurore, locataire d'EMH et membre de l'Alliance Citoyenne.

En juillet 2020, lassés de vivre dans des passoires thermiques, les locataires des immeubles d'EMH du quartier Monod sont venus fêter au siège du bailleur social à Villeurbanne, un hypothétique démarrage des travaux de rénovations thermiques. Ils demandent à leur bailleur de lancer les travaux le plus vite possible. « ***L'écologie pour nous aussi*** » ont-ils écrit sur leur banderole. Les factures excessives de chauffage pour les plus pauvres posent la question sociale. Les dépenses excessives d'énergie pour chauffer les logements posent la question climatique. Les deux se rejoignent et fondent la nécessité d'un éco-syndicalisme citoyen où la bataille pour le climat est portée par les personnes au front des enjeux écologiques et sociaux.

La mobilisation de 152 locataires du quartier Monod à Villeurbanne a permis d'obtenir des premiers travaux d'isolation et le lancement d'un projet urbain pour le quartier, longtemps resté à l'état de projet pour le bailleur, la ville et la métropole.

Consulter le rapport d'enquête : « *Soutien financier aux locataires de passoires thermiques* »

Lire l'article de France Bleu, *« J'ai l'impression de travailler pour EDF » : à Aubervilliers, l'exaspération des habitants de l'allée de Staël,* (19/07/20)

Lire l'article du Parisien, *Chauffage défaillant, pannes d'ascenseurs… le SOS des locataires de Saint-Ouen,* (18/12/20)

Voir le reportage vidéo de France 3, *Mobilisation des locataires de la SEMISO,* (18/12/20)

Consulter le rapport d'enquête : « *Précarité énergétique et gaspillage écologique : l'urgence d'agir pour les 234 familles du quartier Monod* »

Lire l'article de Rebellyon, *Les habitant·es de la cité Monod à Villeurbanne manifestent devant le siège d'EMH pour exiger une rénovation,* (27/07/20)

ENGAGEMENTS CITOYENS TOUT TERRAIN DANS LES QUARTIERS

Conscients que les problématiques sont interdépendantes, les membres de l'Alliance Citoyenne constituent une citoyenneté active et tout-terrain touchant toutes les sphères de la vie quotidienne (travail, logement, espace public etc.) pour mener une mobilisation citoyenne sur tous les fronts.

A Grenoble, victoire pour les habitants de Hoche : le retour des médiateurs

Lancée en mars 2019, lors d'une assemblée sur le quartier, la campagne pour le retour de la tranquillité a finalement porté ses fruits. Tayeb, Danielle, Béatrice, Loïc et les autres membres du syndicat ont multiplié les rendez-vous avec Pierre Bourgey et Laurent Richiero (direction d'Actis), l'élue à la tranquillité publique (Elisa Martin puis Maud Tavel depuis juin 2020) et le service de prévention de la délinquance de la mairie de Grenoble.

En janvier 2021, ils ont obtenu la mise en place d'un dispositif de médiation, sur 4 ans renouvelable, à hauteur de 700 000 € par an.

Cette victoire démontre l'efficacité de l'action collective. La détermination des membres de l'Alliance Citoyenne a permis d'obtenir un amélioration concrète pour 400 logements.

Après deux ans de négociation, les médiateurs sont arrivés à Hoche, cela montre que la ténacité et l'organisation collective fonctionnent !

Tayeb, habitante de Hoche et membre de l'Alliance Citoyenne

Le grand entretien d'embauche des municipales à Aubervilliers

Le 29 février 2020, les membres de l'Alliance Citoyenne ont interpellé les principaux candidats à la mairie d'Aubervilliers dans le cadre d'un Grand Entretien d'Embauche sur la question des logements dignes pour toutes et tous et une gestion de la ville plus démocratique. Sur ces thématiques, les membres de l'Alliance Citoyenne à Aubervilliers ont défini 10 exigences, socle de l'interpellation des candidats.

Plus de 120 habitants d'Aubervilliers ont suivi les débats et ont ainsi pu interpeler les 5 têtes de listes présentes. Les candidats ont formulé 33 engagements auprès des habitants dans le cadre des thématiques.

VICTOIRE

Mise en place d'un dispositif de médiation sur 4 ans à hauteur de 700 000 €

120 habitant.es d'Aubervilliers participent au grand entretien d'embauche des municipales

Lire l'article de France 3 région, *Municipales à Aubervilliers : entretiens d'embauche pour fauteuil de maire,* (02/03/20)

LES HANDI-CITOYEN·NES EN MOUVEMENT

2020 : La création du syndicat des Handi-citoyen·nes

Dans les syndicats historiques de locataires de l'Alliance Citoyenne, de nombreux membres sont en situation de handicap et impliqués dans les campagnes et les actions. Ils se sont rassemblés pour créer le syndicat des Handi-Citoyen·nes.

Mars 2020 - Création des Handi-citoyen·nes

La première base d'organisation des Handi-Citoyen.nes s'est donc créée sur une entrée logement mais rapidement de nouvelles problématiques ont émergé. Par exemple, Sylvain a raconté son expérience en tant que travailleur handicapé, et le refus de sa direction de rendre accessible son poste de travail. Marie-Ange a fait part du validisme qu'elle vit au quotidien, du sentiment d'infantilisation fort qu'elle subit, notamment dans sa recherche d'emploi etc. Plus largement, la faible représentation des personnes en situation de handicap dans les médias, à la mairie, au gouvernement etc. et plus largement la place de ces derniers dans la société a vite été questionnée.

Les notions d'émancipation, de construction de campagnes collectives, d'autodétermination sont au cœur de la mobilisation des Handi-Citoyen·nes qui entendent bien reprendre une place active dans la société et les décisions qui les concernent.

270 handi-citoyen·nes engagé·es en 2020

Ils sont aujourd'hui 270 dans l'agglomération grenobloise à s'être engagés pour pointer les injustices qui les touchent. L'enjeu est de s'organiser collectivement pour peser sur les responsables qui ont le pouvoir de changer concrètement leurs conditions de vie. Parmi les nombreux membres de l'Alliance Citoyenne, locataires de logements sociaux, les personnes en situation de handicap subissent plus que d'autres le mal logement et le manque d'accessibilité.

En juillet 2020, les Handi-citoyens ont mené une opération de collage d'autocollants dans les quartiers du centre-ville de Grenoble et à Saint-Bruno pour se réapproprier l'espace public. Ainsi ils ont marqué les espaces publics non accessibles à cause de poubelles, poteaux ou encore des voitures qui entravent quotidiennement leur liberté de circulation en fauteuils, déambulateurs ou béquilles. **Les Handi-Citoyen.nes sont prêts à faire entendre leur voix pour une ville 100% accessible.** En 2020, ils ont organisé 3 actions directes non violentes sur le sujet et ont pu obtenir des changements concrets pour la liberté de circulation des personnes en situation de handicap.

Consulter le rapport d'enquête, « *Lutter contre les ascenseurs prisons* »

Lire l'article de Place Grenet, *Des Handi-citoyens passent à l'action pour circuler sans entrave à Grenoble* (10/07/20)

Lire l'article du Dauphiné Libéré, *Des locataires en colère ont manifesté chez Grenoble Habitat* (22/10/20)

Lancement de la campagne #StopAscenseursPrisons

La première campagne transversale menée par les Handi-Citoyen.nes concerne les pannes d'ascenseurs longues durées, nommées les "pannes d'ascenseurs-prisons". Ces dernières touchent en particulier les personnes à mobilité réduite, qui sont dépendantes des ascenseurs pour entrer et sortir de chez elles. Le marché des ascenseurs, géré par 4 multinationales, fait des dizaines de victimes, chaque mois, dans l'agglomération grenobloise. Les pannes longues durées, souvent étendues faute de stock de pièces en local, impactent directement la vie professionnelle, sociale et l'état de santé des personnes à mobilité réduite. C'est une véritable problématique sociale, dans un contexte de vieillissement de la population.

Ainsi, les Handi-Citoyen.nes ont décidé de mener une enquête pour mettre en lumière l'injustice, identifier les causes, les responsables et les pistes de solution pour une ville sans ascenseurs-prisons.

Le rapport d'enquête : Lutter contre les ascenseurs prisons !

L'enquête sur les pannes d'ascenseurs prisons montre que la cause principale est le refus des multinationales ascensoristes (Otis, Thyssenkrup, Schindler) de stocker les pièces nécessaires pour faire les réparations dans les temps. L'importation de pièces peut prendre plusieurs jours, voire plusieurs semaines, pendant lesquelles les personnes se retrouvent enfermées chez elles, sans aucun moyen de sortir.

Une autre dimension qui interroge est la faiblesse des sanctions que les bailleurs appliquent aux ascensoristes pour ces délais déraisonnables. Les handi-citoyen·nes n'entendent pas laisser leur liberté sacrifiée pour les besoins de trésorerie des ascensoristes ou les problèmes des bailleurs face à leurs prestataires. Ils sont prêts à faire entendre leur voix et à se mobiliser pour que des solutions soient mises en œuvre.

DROITS CIVIQUES : SPORT POUR TOUTES

Victoire contre l'exclusion dans les salles de sport à Lyon

Depuis 2018, près de 2 000 femmes musulmanes se sont engagées au sein du syndicat des femmes musulmanes à Grenoble, Lyon et en Ile-de-France. Elles exigent le respect de leur liberté de conscience et l'égalité de traitement. En 2020, accompagnées d'organisations alliées, elles se sont mobilisées à Grenoble, à Lyon et en Île-de-France pour refuser les pratiques intolérantes et excluantes et gagner des victoires.

Après la première victoire obtenue fin janvier, auprès de la direction des 7 salles de sports Interval à Lyon et à Toulouse pour supprimer la règle d'exclusion des femmes musulmanes voilées, la décision a été prise d'enfoncer le clou sur ce sujet : "**100% des salles de sports tolérantes sur mon territoire" est le mot d'ordre pour les membres lyonnaises et grenobloises.** Ces dernières ont décidé d'appliquer la même méthode dans plusieurs salles de sports : Wellness, KeepCool, Fifty nine etc.

Les membres ont décidé d'organiser une cyber-action pour mettre la pression sur l'enseigne KeepCool. En moins de 2h de mobilisation la note google avait déjà perdu deux points sur 5. Quelques jours après, elles ont reçu un courrier indiquant que la salle de sport accepterait les femmes portant un hijab adapté au sport. Suite à l'interpellation de KeepCool, à la diffusion d'une vidéo testing sur les réseaux sociaux et à une cyber-action, elles ont obtenu de la direction une évolution de leurs pratiques pour garantir l'accès aux salles. Pour elles, cela représente une première victoire qui en annonce d'autres. L'argumentation juridique solide et la mise sous pression via la menace d'une action "shaming" sont des éléments convaincants pour les clubs de sport.

VICTOIRE : 292 salles de sport changent leur règlement pour l'accès pour toutes

L'action collective du syndicat des femmes musulmanes porte ses fruits. Depuis novembre 2020, ce sont 292 salles de sports à Lyon, Grenoble et Paris qui ont vu leur règlement changé pour garantir l'accès pour toutes.

Consulter le rapport d'enquête,
« Scènes d'intolérance ordinaire à Lyon : recueil de témoignages de femmes musulmanes »

Voir le reportage de BFM TV Lyon,
Le Hijab autorisé dans une salle de sport (03/07/20)

Lire l'article de France 3,
Grenoble, le 8 mars : Une journée placée sous le signe de la convergence des luttes (22/10/20)

Convergence avec le mouvement féministe et les organisations étudiantes

Dans le cadre de la manifestation du 08 mars 2020, le réseau féministe Nous Toustes 38 avait mis un point d'honneur à inviter le syndicat des Femmes musulmanes de l'Alliance Citoyenne. Une vingtaine de femmes membres de l'association ont défilé dont 7 femmes musulmanes portant des panneaux pour rendre visible leur combat. Une des membres a été interviewée par France 3 dans le cadre de la manifestation et témoigne de son combat face aux violences conjugales.

Depuis janvier 2020, une cinquantaine d'étudiantes ont rejoint le syndicat des femmes musulmanes. Elles ont souhaité agir face aux injustices qu'elles subissent sur le campus, et en particulier l'exclusion des cours de sport. Dans certaines filières, il est nécessaire de faire des cours de sport pour valider son année. Les professeurs de sport sur le campus lyonnais excluent les étudiantes voilées en le justifiant pour des raisons de sécurité. Elles se trouvent alors dans une situation très délicate car le sport étant obligatoire, soit elles renoncent à leur conviction et enlèvent leur voile, soit elles n'obtiennent pas leur crédit pour valider leur année.

Face à cette discrimination, elles ont décidé de réunir autour d'elles une coalition d'associations étudiantes avec EMF (étudiants musulmans de France), l'UNEF, Solidaires Etudiants, l'association LGBTQ+ de Lyon 2, le comité de lutte de Lyon 2. Cette coalition a rédigé une lettre ouverte à destination du président de l'université et a fait remonter ce qu'elles subissent à la personne en charge de la lutte contre les discriminations sur le campus avec des premiers échanges encourageants.

LES HIJABEUSES : FOOTBALL POUR TOUTES

Chaque week-end, des jeunes femmes se font exclure d'un terrain de football et interdire de jouer parce qu'elles portent le voile. Les arbitres appliquent le règlement intolérant et injuste de la Fédération Française de Football (FFF) qui prive des centaines de femmes de la pratique de leur sport favori en compétition. Depuis janvier 2020, des centaines de femmes s'organisent à travers le syndicat des Hijabeuses pour faire entendre leur voix et faire reconnaître leur droit de jouer au football.

En 2014, La FIFA (Fédération internationale de football association) avait autorisé les footballeuses musulmanes portant le voile sur les terrains en signe de tolérance et pour respecter la liberté religieuse telle que définie dans la déclaration des droits humains de 1948. La FFF a réaffirmé son interdiction en France et a justifié cela en invoquant des principes de laïcité. Le rapporteur de l'Observatoire de la laïcité a alors rappelé aux dirigeants de la FFF que la laïcité n'est pas l'intolérance et que "nul ne doit être écarté de la pratique sportive en raison de ses opinions religieuses". La FIFA a également émis un avertissement à la FFF. La FFF n'a pas bougé. L'intolérance est parfois bornée.

En 2020, la règle intolérante est toujours bien installée. L'injustice prospère. Des footballeuses musulmanes ont fondé le syndicat des Hijabeuses pour faire entendre leur voix et faire reconnaître leur droit de jouer au football. L'Alliance Citoyenne, soutenue par l'association internationale Women Win se mobilise pour appuyer le groupe. Ensemble, il est possible de remporter la bataille qui fera reculer l'intolérance pour garantir à toutes les femmes la possibilité de pratiquer le sport qu'elles aiment.

80 Hijabeuses mobilisées

2 000 abonné·es sur le compte Instagram **@leshijabeuses**

Lire l'article sur Clique,
Les Hijabeuses : les footballeuses qui luttent contre l'interdiction de porter le voile en compétition (25/11/20)

Voir le reportage d'AJ+,
Footballeuses avec le voile : " virées du terrain"
(19/07/20)

Lire l'article des Sportives,
Interdiction du voile au football, des femmes mises hors jeu les sportives (Hiver 2020)

UNITI : SYNDICAT DES TRAVAILLEURS ISOLÉS

La succession de confinements liés à la crise sanitaire a ralenti le développement de collectifs de travailleur·ses à l'image des femmes de chambre dont la grande majorité s'est retrouvée au chômage partiel tout au long de l'année 2020. En revanche, les agents de sécurité se sont eux retrouvés en première ligne face à la pandémie de COVID-19.

Les agents de sécurité en première ligne face au Covid-19

Hypermarchés bondés, règles sanitaires drastiques, ils ont fait face lors du premier confinement à la surcharge de travail liée à leur nouvelle mission de garantir l'application des gestes barrières. Durant plusieurs semaines, ceux-ci ont dû continuer à travailler dans la peur, sans masque, parfois sans gants, sans possibilité de prendre des pauses pour se laver les mains etc.

> *On va au travail la boule au ventre, on ne se sent pas du tout protégé. Plusieurs agents de sécu sont morts en France à cause du Coronavirus, qu'est-ce qui nous garantit que demain, ce ne sera pas nous ?*
>
> ***un agent travaillant au magasin Carrefour de la Part-Dieu***

A cela s'ajoute le sentiment d'injustice lié au versement par Carrefour d'une prime de 1 000€ à tous les salariés, à laquelle eux, en tant que sous-traitants, n'ont pas eu droit. Pour obtenir une meilleure protection et revendiquer le droit à cette prime de risque, ils ont organisé une action non violente visant à rendre visible cette injustice, dans les magasins en brandissant des affiches et sur les réseaux sociaux en diffusant les photos témoignant de leur situation. Grâce à leur mobilisation, les agents ont pu obtenir une véritable amélioration de leur condition de travail.

VICTOIRE
pour les agents de sécurité
du Carrefour de la Part-Dieu

1 nouveau collectif de travailleuses s'organise : les Assistantes maternelles

Les assistantes maternelles : une nouvelle dynamique d'organisation

En septembre 2020, une enquête de terrain a été lancée concernant les conditions de travail des assistantes maternelles, après des retours de la part de parents et de travailleuses concernant des dysfonctionnements sur le secteur de la garde d'enfants. Pendant deux semaines, une enquête et des entretiens ont été menés avec des personnes du secteur afin de déterminer à quelles problématiques elles faisaient face.

Cette enquête a permis de déterminer que les assistantes maternelles étaient ainsi confrontées à de nombreuses difficultés qui entravaient leur travail, notamment : le manque d'accompagnement, litiges avec les parents-employeurs et absence de soutien juridique pour y faire face, report sur les assistantes maternelles de la charge des contrats et documents administratifs censés être à la charge des parents-employeurs, manque de temps collectif entre assistantes maternelles, isolement, infrastructures publiques non adaptées à leur travail, disparités d'application du référentiel national entre les services de la Protection maternelle et infantile (PMI) chargés de leur suivi etc.

La majorité de ces problèmes ont une source locale : des dysfonctionnements des services de la Protection Maternelle et Infantile, dépendants de la Métropole, et des services de la Mairie de Villeurbanne. C'est au vu des difficultés rencontrées par ces travailleuses, de leur motivation et de la possibilité d'agir localement pour améliorer leurs conditions de travail qu'un nouveau syndicat des travailleuses s'est lancé : celui des assistantes maternelles. L'enquête a également révélé un appui des parents ainsi que du personnel technique (personnel des relais d'assistantes maternelles, travailleurs de la petite enfance…) permettant d'imaginer la mise en place d'une stratégie en tenaille entre les demandes des assistantes maternelles d'une part, et le soutien et les besoins des parents et personnels techniques d'autre part. Une première réunion a ainsi eu lieu en novembre 2020.

L'ALLIANCE CITOYENNE, UNE ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE

Avec l'habitude nouvelle des formations à distance, la crise sanitaire a paradoxalement permis de démultiplier les moments d'éducation citoyenne au sein des membres de l'association devenus hebdomadaires pendant les périodes de confinement. Le partenariat avec l'Université de Genève a permis de produire des vidéoformations adaptées à ce format qui viennent enrichir la palette d'outils de l'Alliance Citoyenne prouvant que l'éducation populaire est toujours un projet d'avenir au 21ème siècle.

Comment assurer un cadre collectif tout en respectant les paroles individuelles ? Comment exprimer son sentiment d'injustice sans perdre les pédales ? Voici quelques questions qui ont donné lieu à des vidéo-formations réalisées par Juana Sarmiento, doctorante à l'Université de Genève pour le VideoLearningLab à partir d'activités filmées des membres de l'Alliance Citoyenne.

En plus de cela, la période de confinement a été l'occasion de **structurer les fiches méthodes et d'organiser 10 briques de formations,** allant de « mobiliser » à « aller chercher des alliés » en passant par « animer des réunions », « mener des enquêtes » ou « conduire une action non-violente ».

Cette base de formations permet d'avancer en vue de **structurer une école de la citoyenneté collective pour les membres de l'association et plus largement pour toutes les personnes engagées dans des démarches de citoyenneté collective**.

Des formations pour les bénévoles d'associations partenaires à Roubaix, Paris, Lyon ou Grenoble ont eu lieu durant l'année avec un accent sur l'organisation des communautés en première ligne des crises écologiques et l'appui au lancement d'éco-syndicats.

25 fiches méthodes classées en 10 briques pour formaliser l'outillage et décrire les modules de mises en situation

5 vidéo-formations sur l'animation de réunion ou la prise de parole en public

L'ALLIANCE CITOYENNE, A L'INTERNATIONAL

Une année marquée par une pandémie mondiale montre plus que jamais le besoin de solidarité et de penser les problèmes à l'échelle globale. L'Alliance Citoyenne a initié l'appel d'ACORN International pour une protection sociale globale en temps de crise globale. Les liens avec *On est Ensemble* au Cameroun ou *El Comita* en Tunisie ont été renforcés et la fermeture des frontières a été compensée par le renforcement des formations à distance.

L'Appel d'ACORN International, pour une protection sociale globale en temps de crise.

Nous, familles à bas revenus, habitantes des quartiers populaires de Douala, Toronto, Mumbai, Paris, Manchester, Tunis, New Orleans et Edinburg sommes victimes de la crise sanitaire. Nous avons perdu notre travail et une grande partie de nos revenus. Pourtant, nous devons toujours payer nos loyers, nos factures d'électricité et acheter de quoi nourrir nos familles. (…) Nous demandons à nos Etats l'annulation des dettes de loyers du confinement et l'interdiction de toute expulsion pour les 12 prochains mois. Mais une crise globale demande une réponse globale. Il est temps d'imaginer des formes de protection sociale globale. Les fonds sociaux alimentés par la Banque Mondiale sont aujourd'hui nationaux et limités à quelques pays. Un premier fond social global peut être créé aujourd'hui. La protection sociale s'est construite dans chaque pays comme un ensemble de mécanismes de prévoyance collective face aux risques sociaux. A l'heure où les coûts sociaux des prochaines pandémies et de la crise climatique se cumulent à l'échelle mondiale, il est temps de penser la protection sociale à cette échelle »

Dans l'esprit de cet appel, la solidarité est toujours au cœur de l'association. L'accompagnement d'une alliance citoyenne à Tunis (El Comita) s'inscrit dans cette stratégie comme les formations à distance données pour les organisateurs camerounais d'On est Ensemble et l'appui à une dynamique d'organisation d'alliance citoyenne aux Pays Bas.

RÉSEAU ET PARTENAIRES

ACORN EN FRANCE

L'ALLIANCE CITOYENNE EST MEMBRE

LES PARTENAIRES

LES PARTENAIRES FINANCIERS

ALLIANCE
CITOYENNE

21 rue Boucher de Perthes
38000 GRENOBLE

contact@alliancecitoyenne.org

AllianceCitoyenne38
Acaubervilliers
AllianceCitoyenneLyon

@alliancecitoyen
@aaubervilliers

Alliance_Citoyenne_
Leshijabeuses

www.alliancecitoyenne.org